lutte ouvrière

# Crise, marche à la guerre, repli national, racisme

# Les seuls ennemis des travailleurs sont les capitalistes.

# Contre leur dictature, unissons-nous !





## Travailleuses, travailleurs,

Pour les classes populaires, la vie est de plus en plus dure. Les salaires et les pensions ne permettent pas de vivre dignement. La menace d'être licencié plane en permanence.

Mais au sommet de la société, l'argent coule à flots. L'industrie du luxe bat des records de profits. Du transport maritime à l'automobile, les actionnaires encaissent les dividendes. Et la spéculation rapporte plus vite encore.

Le grand patronat a engagé une guerre sociale contre les travailleurs pour accroître ses profits dans une période où la guerre économique fait rage. Des grands groupes richissimes, Michelin, Vencorex, Casino et bien d'autres, ferment des usines et suppriment des emplois par dizaines de milliers.

Les Premiers ministres et les gouvernements changent, mais leur politique reste la même, dictée par la volonté de satisfaire les intérêts de la classe capitaliste.

Pour les travailleurs, cela signifie blocage des pensions de retraite, réduction des indemnités chômage, augmentation des taxes, baisse du budget des collectivités locales, coupes dans les budgets des écoles et de la santé...




Manifestation des travailleurs de Michelin contre la fermeture de leur usine, le 8 novembre 2024.

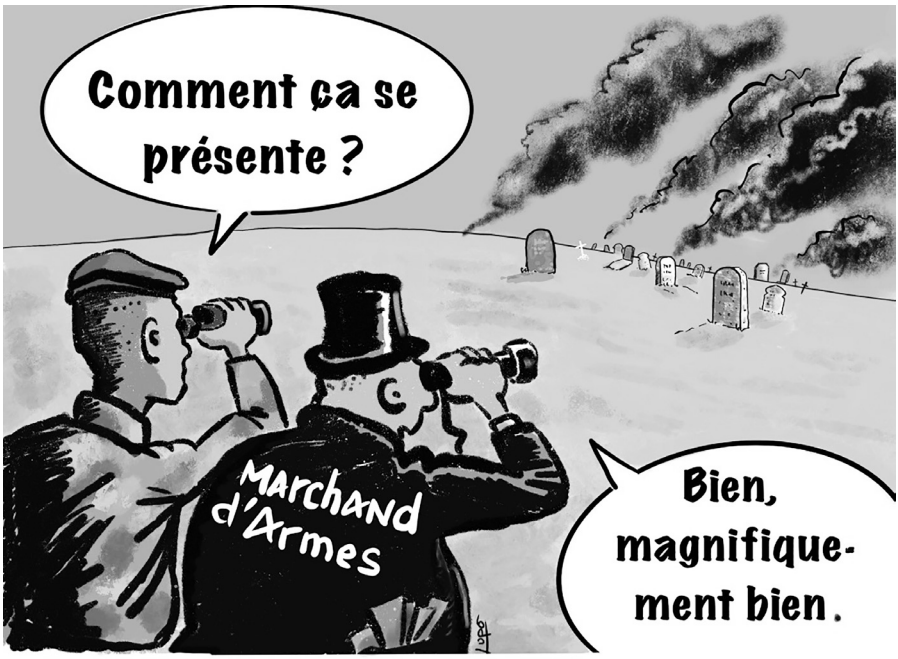
L'arrivée de Trump à la Maison Blanche, au son de ses annonces fracassantes, est utilisée pour justifier de nouvelles attaques contre les classes populaires.

Pour riposter à sa guerre commerciale, tous les partis, et même les chefs des syndicats, ne jurent que par la défense de l'industrie française et la souveraineté nationale. Mais le protectionnisme, cela signifie des prix en hausse et des travailleurs davantage exploités pour améliorer la compétitivité.

Après la réconciliation de Trump avec Poutine, Macron et ses compères veulent faire passer l'Europe à l'économie de guerre et doubler les budgets militaires.

Mais l'économie de guerre signifie de nouveaux sacrifices pour les classes populaires. « *Il faudra des réformes, des choix, du courage* », affirme Macron. Autrement dit les travailleurs devront travailler plus longtemps et plus dur, et perdre leurs quelques droits sociaux.

**Les sacrifices et les privations aujourd'hui, les souffrances et la mort demain : voilà l'avenir que nous préparent les dirigeants du monde capitaliste. Il faut le refuser !**



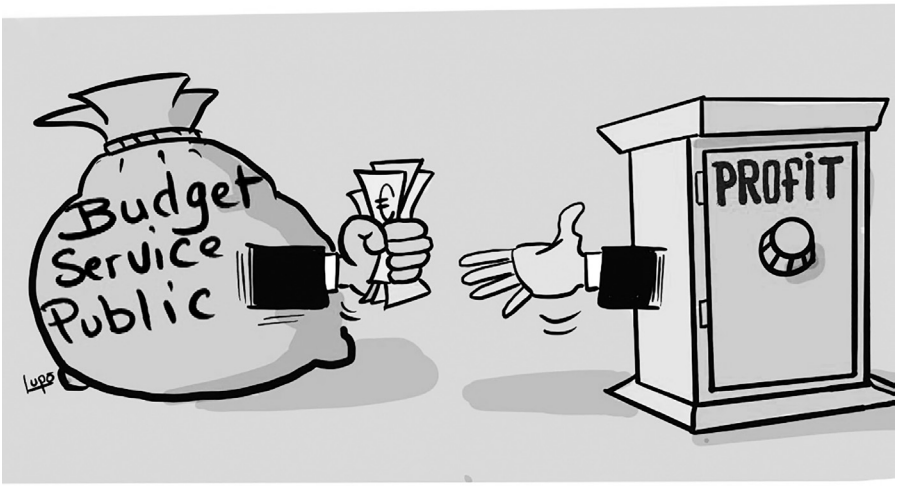
## Un gouvernement antiouvrier

Après la motion de censure votée par le RN et les partis du NFP, Bayrou a succédé à Barnier à Matignon. L'un comme l'autre sont des ennemis avérés des travailleurs, comme le sont les Borne, Darmanin, Valls et autres Retailleau, revenus dans les ministères.

Alors qu'une vague de licenciements jette des dizaines de milliers de travailleurs au chômage, alors qu'il y a dix millions de pauvres en France, le gouvernement s'en prend aux chômeurs. Les conditions pour percevoir une indemnité chômage ont été durcies. Depuis le 1er janvier, les allocataires du RSA sont contraints de justifier d'un minimum de 15 heures d'activité pour percevoir leur allocation.

Grâce à l'abstention du PS et du RN, Bayrou a réussi à faire passer les budgets 2025 de l'État et de la Sécurité sociale, des budgets tout aussi antiouvriers que ceux de son prédécesseur.

Sous prétexte de réduire la dette publique, Bayrou a imposé des mesures d'austérité dans tous les ministères sauf celui de l'Armée tout en s'engageant à ne pas taxer les bourgeois. Pourtant, cette dette n'a profité qu'aux grands groupes de la finance, de l'industrie et du commerce. Elle n'a pas servi à développer les infrastructures utiles à la population.



Les mairies et les départements auront moins d'argent pour gérer les crèches, les écoles, les Ehpad ou les équipements de loisirs. La Sécurité sociale remboursera moins les médicaments ou les soins. Déjà, dans la fonction publique, le montant des indemnités d'arrêt maladie a été plafonné à 90 % du salaire.

Non seulement Bayrou ne reviendra pas sur le départ à 64 ans, mais il cherche déjà à le reporter davantage.

À peine nommé, Bayrou a montré son mépris pour les classes populaires en laissant les habitants de Mayotte sans secours et sans vivres après les destructions du cyclone Chido. Incapables de reloger les habitants des bidonvilles, Bayrou et Retailleau ont fait voter une loi interdisant aux pauvres de reconstruire leurs abris. Ils ont alimenté une odieuse campagne désignant les émigrés comoriens comme les responsables de tous les problèmes avant de restreindre le droit du sol.


REPORTERRE

À Mayotte, les habitants reconstruisent eux-mêmes, après le passage du cyclone.

Alors que le RN n'a pas eu la majorité, ses concurrents s'étant entendus pour lui barrer la route, ses idées sont mises en œuvre par le gouvernement. De son côté, en répétant qu'il n'est pas pour le blocage, en permettant à Bayrou de faire voter son budget antiouvrier, le RN a servi de roue de secours au système parlementaire qu'il prétend combattre.

**Les travailleurs n'ont que des coups à attendre de ce gouvernement antiouvrier, dur avec les pauvres, à plat ventre devant les riches et sous le contrôle du RN. Ils n'ont rien à attendre des députés de l'opposition qui brassent du vent au parlement.**

## Leur campagne xénophobe et raciste permanente, une autre attaque contre les travailleurs

Refusant de demander des comptes à Michelin, Auchan, Arcelor qui fabriquent les chômeurs par milliers, refusant de faire payer plus d'impôts aux milliardaires bien français comme Bernard Arnault, ce gouvernement s'en prend à l'immigration et aux travailleurs immigrés.

Le moindre fait divers, le moindre geste d'un déséquilibré ou la moindre agression est imputée sans fondement à l'immigration.

Cette campagne xénophobe et raciste permanente, menée par Retailleau au ministère de l'Intérieur, encouragée par Bayrou à Matignon, est relayée sur tous les plateaux télé. Elle est destinée à cacher les responsables de la crise, à diviser les travailleurs confrontés aux attaques patronales, et fait des immigrés et des étrangers des boucs émissaires.




Cette campagne n'est pas que des mots. Elle se traduit en actes. Après avoir durci les conditions de régularisation des sans-papiers, restreint l'accès aux visas et remis en cause le droit du sol à Mayotte, Bayrou et Retailleau s'en sont pris à l'Algérie et aux Algériens. Ces lois et décisions pourrissent la vie de millions d'entre nous. Elles sèment la peur et la haine.

Les discours xénophobes rabâchés sur tous les tons sèment la haine au sein même de notre classe, sur nos lieux de travail ou de vie.

Cette campagne nauséabonde renforce les militants fascisants, au sein de la police et de l'armée, ou parmi les groupes identitaires, qui commencent à agir physiquement contre des migrants, des centres d'accueil et les militants qui les animent, des mosquées, des jeunes dans les quartiers.

Quels que soient nos origines, nos convictions et le pays dans lequel on vit, quand on appartient au camp des travailleurs, on est du mauvais côté du bâton, car celui-ci est toujours tenu par les plus riches, par le patronat, par les capitalistes et leurs sbires politiques.

**C'est ensemble, en serrant les rangs et en étant solidaires, quelle que soit notre nationalité, que nous serons capables de défendre nos intérêts de travailleurs, de nous faire respecter et d'en finir avec l'ordre impérialiste et ses frontières stupides !**



LO

Manifestation du 1er Mai 2024 à Paris.

## Refusons la division entre travailleurs

La campagne permanente contre l'immigration n'est pas seulement odieuse et mensongère, elle affaiblit gravement le camp des travailleurs.

Aucun hôpital, aucune usine, aucun chantier ne peut tourner sans les millions de femmes et d'hommes d'origine étrangère qui travaillent dur pour un salaire dérisoire. S'en prendre à des femmes de ménage, à des ouvriers du bâtiment, à des cuisiniers, des livreurs... c'est s'en prendre à des travailleurs qui se lèvent tôt pour gagner leur vie dans les métiers les plus pénibles et les plus mal payés. C'est s'en prendre à nos frères exploités.

Les lois immigration à répétition, les discours et les actes sur la suppression du droit du sol, les entraves mises à l'obtention et au renouvellement d'un titre de séjour, transforment des centaines de milliers de travailleurs en parias, obligés d'accepter les pires boulots, non déclarés et très mal payés.

Les transformer en quasi-esclaves ne fera pas monter les salaires de ceux qui ont les bons papiers. Enlever des APL aux travailleurs immigrés n'augmentera pas celles de ceux dont les papiers sont français. Priver les sans-papiers de l'aide médicale d'État ne créera pas plus de lits dans les hôpitaux.




LAURENSON PHILIP MAXPPPWEB

Des femmes de chambre de l'hôtel Radisson Blu à Marseille, en grève pour de meilleures rémunérations, en juillet 2024.

Retirer des droits à une partie des travailleurs n'en a jamais donné plus aux autres. C'est le contraire : les gouvernements commencent par s'attaquer aux plus précaires pour ensuite s'en prendre à tous les travailleurs. On le voit dans les entreprises : le patronat s'attaque d'abord aux intérimaires, aux contractuels ou sous-traitants pour ensuite attaquer les embauchés en CDI.

Les millions économisés sur le dos des familles ouvrières servent toujours à grossir les cadeaux au grand patronat, car n'oublions jamais que ces politiciens, si durs face aux travailleurs immigrés, aux chômeurs et aux pauvres, sont à plat ventre devant les capitalistes et les plus riches.




Ne tombons pas dans le piège de la préférence nationale ! Ne nous laissons pas diviser entre travailleurs « français » et « étrangers » ! Affirmons la nécessité de lutter pour imposer, ensemble, des conditions de vie dignes contre les seuls véritables profiteurs de cette société : les grands actionnaires qui ne font rien de leurs dix doigts mais qui prospèrent sur le fruit de notre sueur commune !

Pour mieux régner et faire accepter l'exploitation, les patrons ont toujours, à toutes les époques, semé la division entre travailleurs, selon leurs origines, leurs langues, leurs statuts ou leurs religions.

Pour faire face à la dégradation de nos vies, aux attaques patronales et gouvernementales, nous devons au contraire nous regrouper et nous unir, dans nos entreprises et nos quartiers, parce que notre principale force contre le patronat, c'est notre nombre et notre unité dans la lutte.

**Quel que soit le pays où ils vivent, tous les travailleurs doivent se battre pour défendre leur droit à vivre dignement d'un travail et d'un salaire. L'exploitation n'a pas de frontières, alors il ne faut pas de frontières entre travailleurs !**

## Droits de douane et protectionnisme : leur guerre commerciale n'est pas la nôtre

En menaçant d'augmenter les droits de douane sur les importations chinoises, mexicaines et maintenant européennes, Trump a donné un coup d'accélérateur à la guerre commerciale. Celle-ci est toujours payée par les travailleurs auxquels le patronat impose d'être toujours plus compétitifs en travaillant plus dur, et par la population qui paie tous ses achats plus cher.

Le repli protectionniste, même quand il est défendu au nom du produire local, pour la défense de l'environnement ou de l'emploi, est une impasse. Aucun pays au monde ne vit en autarcie et n'est autosuffisant, pas même les États-Unis !

Des entreprises américaines, comme General Motors, sont installées au Mexique. Des milliers d'autres travaillent avec des sous-traitants basés au Mexique ou au Canada. Les pièces détachées font parfois plusieurs allers-retours à travers la frontière. La même interdépendance existe entre les États-Unis, la Chine et l'Union européenne. Elon Musk possède une usine Tesla à Shanghai et vend en Chine le tiers de ses voitures.

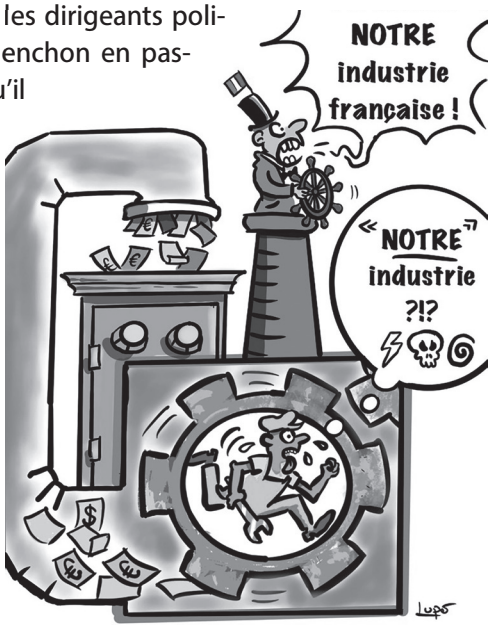
INSIDE EVS



Dans une usine Tesla à Shanghaï.

**Alors que l'économie mondiale est faite d'innombrables relations internationales, faire croire que chaque pays peut être indépendant économiquement est pur mensonge et démagogie.**

En réponse à la politique de Trump, les dirigeants politiques, de Le Pen au PCF, Ruffin et Mélenchon en passant par Macron, nous rabâchent qu'il faut nous battre pour l'industrie française. C'est aussi la politique prônée par les confédérations syndicales, à commencer par la CGT qui se vante d'avoir des plans pour réindustrialiser la France et assurer sa souveraineté.




Cela revient à nous faire serrer les rangs derrière nos capitalistes, c'est-à-dire nos exploiteurs.

Quand Trump parle des « intérêts des États-Unis », il parle de ses propres affaires, de celles de Musk et compagnie. Il ne se soucie en aucun cas des travailleurs américains, forcés de prendre deux emplois pour s'en sortir et qui s'endettent à vie pour se faire soigner.

Comment croire que les profits gagnés dans la guerre commerciale par Michelin, Stellantis, Renault, Sanofi ou Thales bénéficieraient aux travailleurs ? Ce sont déjà des groupes florissants, et ils suppriment des emplois et imposent des conditions de travail toujours plus dures.

Nous faire croire que nos intérêts sont les mêmes que ceux de notre patron, c'est nous forcer à accepter tous les diktats des capitalistes : la course au profit, leur refus de payer des impôts et leur rejet des réglementations sociales et environnementales qui, à leurs yeux, ne sont que des entraves à la compétitivité du pays.

**Cette guerre économique n'est pas la nôtre, refusons d'en être la chair à profits ! Il y a un autre choix : nous battre contre la domination patronale pour en finir avec la mise en concurrence des travailleurs et avec cette guerre commerciale qui détruit les hommes et la planète.**

## Leur « économie de guerre » : des sacrifices pour les classes populaires, des milliards pour les marchands d'armes

La réconciliation spectaculaire de Trump avec Poutine sur le dos des Ukrainiens, suivie du refroidissement de l'alliance entre les États-Unis et l'Europe, a suscité une légitime inquiétude.

Les postures martiales de Macron et l'agitation fébrile des dirigeants européens qui prétendent passer l'Europe en économie de guerre font comprendre que la guerre se rapproche.

Les dirigeants européens reparlent de bâtir une « défense européenne » qui n'existe pas tant chaque État de l'UE défend ses propres marchands d'armes. Ursula Von der Leyen, la présidente de la Commission de l'Union européenne, a annoncé un plan européen de 800 milliards d'euros pour financer les armées.

De son côté, Macron agite la *« menace russe »* pour exiger *« des décisions courageuses »*, c'est-à-dire de nouveaux sacrifices pour les classes populaires. Alors qu'on nous rabâche que le déficit public est insupportable, il veut porter le budget de l'armée de 50 milliards d'euros aujourd'hui à 68 milliards en 2030 tout en disant qu'il faudrait 100 milliards par an par la suite.




Macron a pourtant trouvé le soutien de tous les partis de gouvernement, qui participent par avance à l'union nationale pour la guerre. Ceux de droite lui sont acquis. Ceux de gauche sont enthousiastes : LFI s'est réjoui du non-alignement derrière les États-Unis ; le PCF réclame une industrie militaire et une armée purement françaises ; tandis que les écologistes et les socialistes invoquent la défense « des valeurs humanistes et démocratiques européennes » pour se mettre au garde-à-vous devant les généraux.



CA-FEVRIER-DASSAULT

Ligne de montage du Rafale à Mérignac.

Quant au RN, s'il réclame la paix en Ukraine et refuse une défense européenne, il applaudit, lui aussi, à l'augmentation du budget militaire pour *« renforcer la souveraineté nationale »*.

Pour l'heure, ce « renforcement de la souveraineté nationale » et la propagande sur l'économie de guerre font le bonheur des marchands de canons. Dès l'annonce de ces projets, le cours des actions des groupes français d'armement Thales et Dassault et du groupe allemand Rheinmetall s'est spectaculairement envolé. En 2024, Thales a engrangé un record de commandes et réalisé 2,4 milliards d'euros de profits.

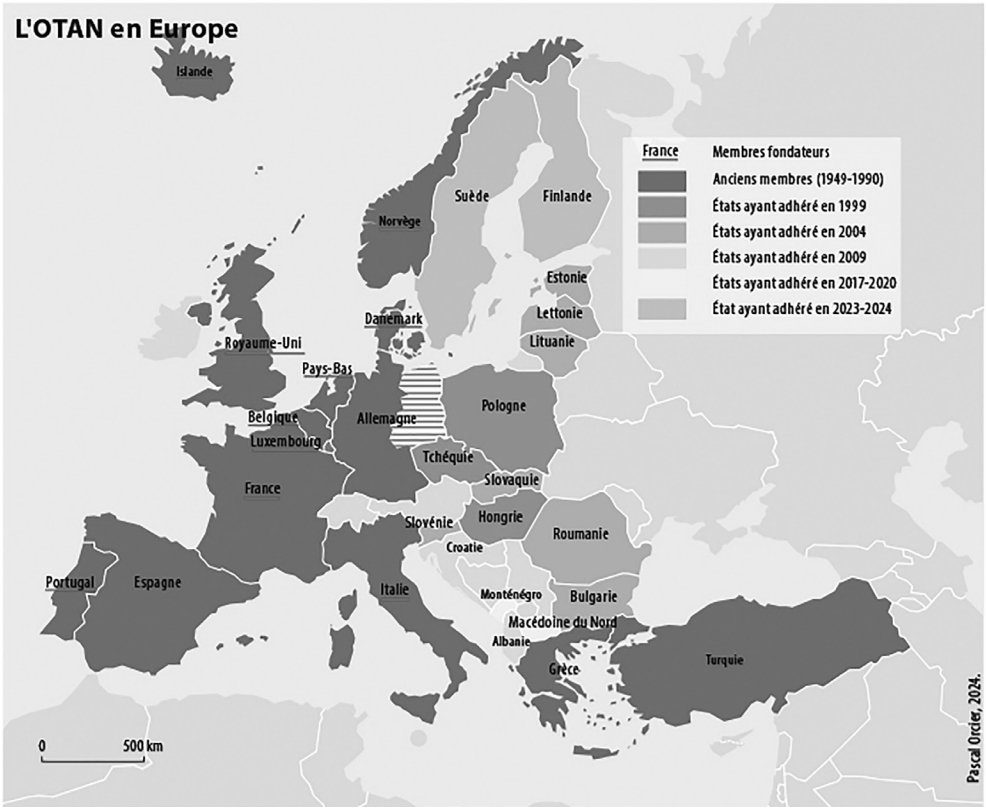
- **Refusons de sacrifier les écoles, les hôpitaux et les services utiles à la population pour engraisser les profits des marchands d'armes !**
- **Exigeons la réquisition de tous les profits des marchands d'armes et le contrôle des travailleurs sur les comptes des entreprises d'armement.**
- **Refusons l'unité nationale derrière les dirigeants irresponsables qui emmènent la société vers le précipice et les généraux dévoués aux industriels et aux banquiers !**

## Les dirigeants européens préparent la guerre, mais qui sont nos ennemis ?

Il faudrait se défendre contre Poutine et une attaque russe ?

Mais depuis la chute de l'Union soviétique, c'est l'OTAN qui n'a cessé d'avancer ses pions contre la Russie, en intégrant les pays Baltes et les anciens pays de l'Est. C'est cette agressivité permanente qui a fini par provoquer la réaction brutale de Poutine, la tentative d'invasion de l'Ukraine et la destruction de ses infrastructures, pour défendre les intérêts des bureaucrates et oligarques russes.

Il faudrait défendre des « valeurs démocratiques » trahies par Trump et son administration ?



Mais les dirigeants européens sont tout aussi cyniques que les Américains. De l'Afrique au Moyen-Orient, ils ont toujours fait la guerre pour piller des ressources naturelles, se répartir des zones d'influence, tailler des frontières au milieu des peuples et soutenir des dictateurs qui leur étaient utiles, avant de les lâcher du jour au lendemain, comme Saddam Hussein ou Kadhafi.

La guerre qui ravage depuis trente ans l'est de la République démocratique du Congo a tué plusieurs millions d'enfants, de femmes et d'hommes. Elle a pour cause principale la rivalité entre les grandes compagnies minières et pétrolières pour accéder aux richesses du sous-sol de ce pays. Cette guerre n'a cessé d'être entretenue par les puissances européennes, dont l'État français directement complice du génocide dans le Rwanda voisin en 1994.

Si les dirigeants européens s'offusquent aujourd'hui parce que les brigands Trump et Poutine se réconcilient pour se partager les richesses de l'Ukraine, c'est parce qu'ils craignent d'être privés de l'accès aux précieux minerais, aux riches terres agricoles et au marché de la reconstruction de ce pays détruit.



ARC

La conférence de Yalta en 1945 : Churchill, Roosevelt, Staline.

Sébastien Lecornu, ministre des Armées, l'a reconnu début mars : le gouvernement français négocie depuis des mois avec l'Ukraine pour avoir lui aussi sa part des terres rares.

Les relations entre les États-Unis et les pays européens ont toujours été des relations entre puissances inégales luttant sans pitié pour accaparer les marchés.

Depuis quatre-vingt-dix ans, les grandes puissances impérialistes d'un côté, l'URSS de Staline ou Brejnev puis la Russie de Poutine de l'autre, se sont partagé le rôle de gardien de l'ordre capitaliste mondial. Tout en étant rivaux, chacun dans leur zone, ils ont maté les révoltes populaires et affaibli les régimes pas assez soumis.

**Dans ce bras de fer entre brigands, les travailleurs ne doivent pas serrer les rangs derrière leurs dirigeants politiques et leurs généraux. Ils doivent refuser de mourir pour que les Total, Dassault ou Bolloré prennent la place de leurs concurrents. Ils doivent dire haut et fort que cette guerre n'est pas la leur, que l'ennemi principal est dans leur propre pays !**

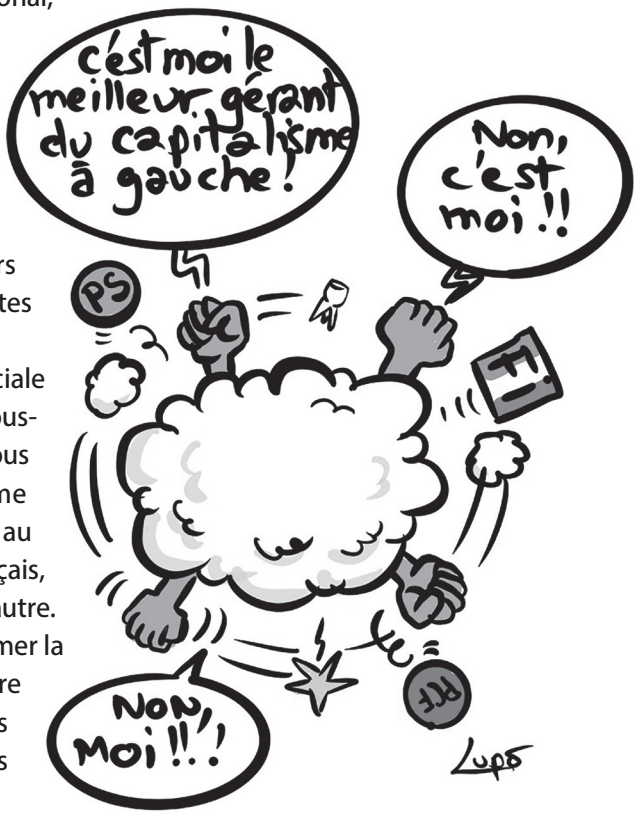
## Alors que faire ?
## Attendre les prochaines élections ?

Face aux attaques portées par le gouvernement et le patronat, face aux menaces qui montent de toutes parts, face au chaos engendré par la domination des capitalistes sur la société, comment agir pour enrayer la catastrophe ?

Pour les chefs des partis politiques, la réponse est simple : il faut attendre les prochaines élections et voter pour eux pour changer le gouvernement.

Mais il n'y a rien à attendre d'un changement de président ou de Premier ministre. Qu'ils soient de gauche, de droite ou d'extrême droite, malgré leurs disputes au parlement, tous les partis sont prêts à mener la même politique quand ils accèdent au pouvoir.

Au nom de l'intérêt national, ils sont prêts à renier ce qu'ils défendaient la veille et à s'allier avec ceux qu'ils désignaient comme les plus grands dangers. Ce qu'ils appellent les intérêts de la France, ce sont toujours les intérêts des capitalistes français.




Dans la guerre commerciale qui fait rage, de Ruffin ou Rousset à Le Pen ou Bardella, tous défendent le protectionnisme et l'intervention de l'État au secours des capitalistes français, sous une forme ou sous une autre.

Tous sont prêts à transformer la guerre commerciale en guerre militaire pour garantir l'accès aux marchés ou aux matières

premières pour les grands groupes français. Quand Macron sonne la mobilisation générale pour doubler les dépenses d'armement, ils se mettent tous au garde-à-vous derrière les généraux.

Ils se disputent certes sur la façon de financer les dépenses militaires, par l'emprunt ou par l'impôt. Ils se disputent pour savoir s'il faut une défense 100 % française ou une défense européenne. Mais ils sont unanimes pour arroser les marchands de canons tricolores.

**Tous ont en commun d'accepter et de respecter l'organisation capitaliste de la société. Tous se soumettent à la domination des grandes familles bourgeoises, qui contrôlent l'essentiel de l'économie au travers de leurs trusts industriels et financiers.**
**Confier notre sort à ces dirigeants politiques, c'est accepter par avance de nous sacrifier.**

## Les travailleurs font tourner la société, à eux de la diriger !

Face à l'irresponsabilité de la bourgeoisie dont la seule morale est « après-moi le déluge ! », aucune élection ne suffira.

Pour défendre notre avenir, il faut contester le droit de la classe capitaliste à imposer ses diktats sur toute la société, sa capacité à exacerber toutes les divisions pour mieux exploiter notre travail.

Il faut qu'agissent collectivement, directement, ceux sur qui repose toute la société. Les travailleurs, ouvriers, employés, techniciens, conducteurs, maçons, magasiniers, infirmiers, enseignants, dockers, marins, ingénieurs, sont à la base de tout. Sans eux la société s'arrêterait immédiatement de fonctionner.

Même les guerres ne peuvent avoir lieu sans ouvriers et techniciens pour produire des canons ou des avions, sans cheminots ou camionneurs pour transporter le matériel, sans travailleurs du secteur énergétique pour raffiner de l'essence et produire de l'électricité, et bientôt peut-être pour servir de chair à canon.



CLUSINENOUVELLE.

Ligne de préparation mécanique à l'usine automobile d'Hordain, dans le Nord.

Sans la classe ouvrière, constituée par des travailleurs venus des quatre coins du monde, la grande bourgeoisie ne pourrait rien faire, il n'est même pas sûr qu'elle saurait se faire à manger et nettoyer ses toilettes !

Dans les entreprises, sans travailleurs, il n'y aurait pas de profit créé ni de capital accumulé. Ce rôle irremplaçable dans l'économie leur donne un immense pouvoir.

La classe ouvrière, parce qu'elle fait déjà tourner la société, est la plus légitime pour décider de ce qu'il faut produire, dans quelles conditions, pour satisfaire quel besoin en priorité. Grâce à cette position, elle est la mieux placée pour mener le combat contre la classe capitaliste et lui arracher le contrôle de tous les moyens de production.

**Elle pourrait faire fonctionner la société sans les parasites que sont les capitalistes. Elle est porteuse d'une autre organisation : une économie fondée sur la gestion collective des grands moyens de production.**

## Retrouver la conscience de classe

Cette perspective paraît utopique aujourd'hui tant les travailleurs ont perdu la conscience qu'ils représentent une force immense et la conscience que la société se coupe en deux camps inconciliables, qu'il y a d'un côté ceux qui produisent toutes les richesses et de l'autre ceux qui tirent leurs profits de l'exploitation.

Cette conscience de classe existait dans le passé. Elle avait été diffusée par des militants politiques, ouvriers ou intellectuels, regroupés dans des partis et des internationales. Il y a plus d'un siècle, les militants du Parti socialiste puis ceux du Parti communiste, à travers des luttes petites ou grandes, gagnées ou perdues, avaient fait émerger cette conscience au sein du monde du travail.

Mais en s'intégrant dans l'État et ses institutions, au fur et à mesure qu'ils ont renoncé à renverser la dictature du capital, les partis de gauche et les organisations syndicales ont démoli cette conscience de classe.

LIBRAIRY OF CONGRESS




Congrès national de la SFIO, ancêtre du PS, en décembre 1920, à Tours, congrès de fondation du Parti communiste.

Ils ont remplacé l'idée que la société est divisée en classes sociales aux intérêts opposés par des mots creux sur le peuple, la nation, la démocratie, les « valeurs républicaines ».

Ils ont remplacé la lutte de classe par la seule perspective électorale, le vote utile et la recherche d'un « sauveur suprême ».

Ils ont remplacé la méfiance instinctive des exploités pour la police, les juges et tout ce qui vient de l'État par des illusions sur la loi, le droit du travail, la négociation et les accords « donnant donnant ».

Ils n'incriminent plus le grand patronat mais l'Europe, le libre-échange, la mondialisation, contribuant à nourrir le nationalisme et l'idée que les malheurs des travailleurs français viennent des travailleurs étrangers.

Ils ont remplacé l'internationalisme par le nationalisme, le drapeau rouge par le drapeau bleu blanc rouge.

Finalement le RN n'a eu qu'à récolter les fruits de cette évolution. Et c'est ainsi qu'un parti fondé par des pétainistes et des partisans de l'Algérie française réalise ses meilleurs scores électoraux dans des villes et des régions longtemps dirigées par le PS et le PCF. Un parti ouvertement patronal a fini par incarner le changement aux yeux d'une partie des ouvriers.

**Il est urgent de retrouver cette conscience que la société est divisée en deux classes sociales antagonistes et pas en blocs électoraux qui tous, d'une façon ou d'une autre, défendent le système capitaliste.**

## La lutte de classe ne s'arrête jamais

OD




Grève contre les licenciements à l'usine Steris, en Gironde en décembre 2024.

N'en déplaise à ceux qui les ont enterrées, les classes sociales existent et la lutte de classe ne s'arrête jamais.

Dans cette période de crise aiguë, dans cette période où la rivalité entre groupes capitalistes du monde entier menace de se transformer à n'importe quel moment en guerre généralisée, la bourgeoisie ne fera aucune concession aux travailleurs.

D'une façon ou d'une autre, les attaques, qu'elles viennent du patronat ou du gouvernement, provoqueront des réactions collectives, des manifestations, des grèves, peut-être une explosion sociale. Il faut se préparer à un tourbillon d'événements sociaux, de coups de colère, de mobilisations pour des objectifs divers et variés, sans qu'elles soient coordonnées.

Mais comment s'assurer que les travailleurs garderont le contrôle de leurs révoltes ? Pour quels objectifs les travailleurs devront-ils se battre ?

Faudra-t-il se contenter du smic à 1 600 euros ? Du retour à la retraite à 62 ans ? Faut-il remettre l'impôt sur les grandes fortunes ? Et même si on obtenait le smic à 2 000 euros, la retraite à 60 ans, que vaudraient ces acquis si nos enfants sont envoyés dans les tranchées et nos maisons bombardées, comme les anciens l'ont vécu trois ans après les « conquêtes » de 1936 ?

L'objectif sera-t-il de remplacer le gouvernement en place par un gouvernement dirigé par Le Pen et le RN, c'est-à-dire de remplacer un gouvernement antiouvrier et xénophobe par un autre, encore plus antiouvrier et xénophobe ? Sera-t-il de mettre en place un gouvernement dirigé par Mélenchon et LFI, qui n'ont, eux aussi, que les « intérêts de la France » à la bouche ?

Chacune à sa façon, ces « solutions » seraient des impasses pour les travailleurs.

**Si des révoltes sociales explosent, les travailleurs en lutte devront se donner l'objectif, les moyens, l'organisation nécessaire pour imposer entièrement leurs revendications vitales. Ils devront refuser de se satisfaire de quelques concessions mais viser à prendre le contrôle de toute la société et à renverser le pouvoir de la bourgeoisie.**

## Formuler nos revendications vitales

Dès maintenant, il faut se rassembler entre travailleurs, dans nos entreprises ou dans nos quartiers. Il faut discuter entre nous des mesures qui pourraient vraiment changer notre vie.

◆ ***Augmentation des salaires et indexation sur la hausse des prix***

Face aux prix qui flambent, aux fins de mois de plus en plus difficiles, nous devons formuler nos besoins et nos revendications.

Quand on discute entre nous de ce qu'il faut pour vivre, tout le monde convient qu'il faudrait 300, 400, 500 euros d'augmentation, et que 2 000 euros de salaire net est un minimum.

Et les salaires doivent suivre la hausse des prix. Pas ceux de l'inflation officielle qui sous-estime toujours la réalité, mais la hausse réelle que nous constatons nous-mêmes au supermarché ou à la pompe à essence.

C'est ce que l'on appelle l'indexation des salaires sur l'inflation : quand les prix montent, notre salaire, les allocations ou les pensions doivent monter.

Eh bien, voilà nos exigences !

◆ ***Embauches massives et répartition du travail entre tous***

Dans nombre d'entreprises, sur chaque poste de travail, il y aurait du boulot pour deux, tandis que des travailleurs se désespèrent au chômage à l'extérieur. Il faut recenser les besoins.

Combien d'embauches faut-il dans tel ou tel atelier ? Quel temps de travail pour ne pas finir épuisé ? Si nous demandions aux travailleurs des



hôpitaux, des Ehpad, de l'éducation, des transports publics d'établir une liste d'embauches dont ils auraient besoin, on arriverait à des centaines de milliers d'emplois à créer tout de suite !

Il faut répartir le travail afin de baisser le temps de travail et la charge de travail, pour permettre à tous d'avoir un emploi et un salaire.

### ◆ *Contrôle des comptes des entreprises*

Il faut aussi discuter du financement. Cela suppose de savoir ce qu'il y a dans les caisses de notre entreprise. Cela suppose de faire sauter le secret et l'opacité qui règnent. Cela suppose la transparence des comptabilités sous le contrôle des travailleurs.

Il faut arrêter de croire les mensonges de nos patrons qui prétendent qu'il n'y a pas d'argent pour embaucher les intérimaires, alors qu'ils trouvent toujours des millions pour arroser les actionnaires.

### ◆ *Réquisition des profits des marchands d'armes*

Alors que les Thales, Dassault et autres marchands d'armes voient leurs bénéfices exploser, il faut lever le secret des affaires, même dans le secteur de la défense. Il faut réquisitionner leurs profits faits sur la guerre et la mort.




Pas un euro pour la guerre, les milliards pour l'école, la santé, les Ehpad et toutes les infrastructures utiles à la population ! Des emplois pour nos enfants, pas le retour à la caserne !

**Aucun politicien n'imposera ces mesures de bon sens. Seuls les travailleurs unis et combatifs pourront le faire quand ils se décideront à se révolter. Il n'y a pas le choix, si nous ne voulons pas être sacrifiés, si nous voulons enrayer la catastrophe vers laquelle court la société, il faut que les travailleurs retrouvent la volonté d'agir !**

## Construire un parti communiste, révolutionnaire, internationaliste




Meeting avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier, lors de la fête annuelle de Lutte ouvrière, en mai 2024.

Un tel programme ne pourra prendre corps que lorsque des millions de travailleurs refuseront de se résigner et cesseront de placer leur espoir dans tel ou tel politicien, dans tel ou tel sauveur suprême.

Aucun parti, aussi radical soit-il, ne peut déclencher une révolte sociale. Mais la crise économique et l'instabilité politique peuvent engendrer des explosions sociales qui ouvriront d'immenses possibilités pour la classe ouvrière.

Ces révoltes peuvent être canalisées par des forces réactionnaires, des mouvements fascistes qui les emmèneront dans des impasses. On le voit à Mayotte : des politiciens et des notables cherchent à détourner la colère des Mahorais pauvres abandonnés et méprisés par l'État contre leurs frères de misère venus des Comores voisines et habitant dans les mêmes bidonvilles. En métropole, des politiciens ne cessent de répandre le même poison.

À l'inverse, les révoltes, si elles sont dirigées par un parti révolutionnaire, peuvent déboucher sur un changement durable de la société.

Une course de vitesse est engagée.

C'est pourquoi il est vital que tous ceux qui n'acceptent pas l'ordre social actuel et veulent le renverser, se regroupent dès maintenant.

Les travailleurs ont besoin de leur parti. Pas un parti destiné à fournir des ministres pour gérer l'État de la bourgeoisie, mais un parti qui se prépare à le renverser ; un parti qui affirme que celles et ceux qui font fonctionner la société doivent la diriger.

Il faut regrouper dans un parti des travailleurs de toutes origines derrière un programme défendant leurs intérêts quotidiens et combattant pour le renversement du capitalisme. Il faut reconstruire un parti qui porte la perspective communiste.

Nous ne repartons pas de zéro. Nous héritons de deux siècles d'un mouvement ouvrier riche de luttes, de succès et d'erreurs, de grandes victoires et d'échecs graves.

Ce parti, il faut le construire dans les entreprises et dans les quartiers autour de noyaux de travailleurs conscients. Autour de travailleurs qui prennent l'habitude de se réunir pour discuter de leurs affaires, pour examiner tous les événements, toutes les crises politiques et la moindre décision gouvernementale en se demandant à chaque fois : où sont nos intérêts ?

Alors, aidez-nous à construire ce parti, contactez-nous, rejoignez-nous !

**17 mars 2025**

Si vous souhaitez donner votre point de vue sur cette brochure ou sur les discussions que vous avez pu avoir avec nous, vous pouvez le faire :

- sur Facebook, Instragam, TikTok, X
- par courrier à notre siège central :
  Lutte ouvrière – BP 20029 – 93501 PANTIN CEDEX
- par e-mail :
  contact@lutte-ouvriere.org

Et si vous souhaitez rencontrer des camarades, nous pourrons ainsi vous mettre en contact avec ceux qui sont les plus proches de votre domicile ou de votre travail.



Jean-Pierre Mercier, Nathalie Arthaud et Arlette Laguiller.

**Visitez notre site Internet : www.lutte-ouvriere.org**

Supplément gratuit à Lutte ouvrière n° 2956 du 21 mars 2025
Imprimé par IMS – 93500 Pantin